

n° 1

**SIGNETS**

POLITIQUE DE LA VILLE  
ET DE RENOUVELLEMENT  
URBAIN

## Emploi et insertion par l'économique : la contribution des organismes Hlm

Collection Cahiers - avril 2015 - 25€



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

Les Hlm, habiter mieux, bien vivre ensemble

**PILOTAGE**

Béatrix Mora, Isabelle Sery, Direction des politiques urbaines et sociales de l'Union sociale pour l'habitat.

**RÉALISATION**

Isabelle Sery, Direction des politiques urbaines et sociales, Denise Partouche, Direction des études économiques et financières de l'Union sociale pour l'habitat.

**enquête**

Bureau d'étude ResponsActe.

**CONTRIBUTIONS**

Batigère Nord-Est, Domofrance, Emmaüs Habitat, Grand Lyon Habitat, ICF Habitat La Sablière, Immobilière 3F, Lille Métropole Habitat, Logement Francilien, Logirem, Nantes-Habitat, OPH de Luneville, Opievoy, Osica, Paris-Habitat OPH, Rochefort Habitat Océan, Val-d'Oise Habitat, Valophis.

# Sommaire

## SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE

▶ L'insertion par l'économique et l'emploi : un domaine investi par les organismes Hlm.....	4
▶ Les clauses d'insertion dans les marchés.....	8
▶ Le partenariat avec les acteurs de l'insertion par l'économique.....	13
▶ Le soutien à la création d'activité.....	16
▶ Les emplois aidés.....	17
▶ Conclusion.....	17

## FICHES D'EXPÉRIENCES

▶ Immobilière 3F : développer les ateliers et chantiers d'insertion.....	20
▶ Osica : soutenir la création d'activité.....	22
▶ Valophis : accompagner les publics bénéficiaires de la clause d'insertion.....	24
▶ Rochefort Habitat Océan : participer au retour à l'emploi de personnes en difficultés professionnelles.....	26
▶ Emmaüs Habitat : intégrer l'emploi au projet d'accompagnement social d'un quartier en renouvellement urbain.....	28
▶ Batigère Nord-Est : externaliser la gestion des clauses d'insertion.....	30
▶ Domofrance : créer un chantier d'insertion dans le cadre de la requalification d'un quartier ancien dégradé.....	32
▶ OPH de Luneville : recruter un jeune en contrat de professionnalisation.....	34
▶ Nantes-Habitat : favoriser l'accès à l'emploi par la participation à la construction de son logement.....	36
▶ Paris-Habitat-OPH : intégrer les clauses d'insertion dans la stratégie de l'organisme.....	38
▶ Val-d'Oise Habitat/Osica : réconcilier jeunes et personnel de proximité : le chantier jeune "Vis ma vie".....	40
▶ ICF Habitat La Sablière : embaucher des jeunes en emplois d'avenir.....	42

## INTRODUCTION

En tant qu'acteurs économiques et sociaux d'un territoire, les organismes Hlm ont trois grands leviers d'action pour contribuer à l'accès à l'emploi et au développement économique :

- ▶ Donneurs d'ordre ayant une capacité importante d'achats (constructions, réhabilitations, entretien du patrimoine), ils utilisent les clauses dans les marchés et développent des partenariats avec les SIAE
- ▶ Employeurs, ils peuvent orienter leur politique des ressources humaines, pour recruter des personnes en insertion professionnelle via les contrats aidés et l'alternance
- ▶ Détenteurs de patrimoine immobilier, ils peuvent soutenir la création d'activité en produisant des locaux d'activité.

Les organismes Hlm développent ces champs d'activité dans le cadre de leur politique sociale ou de leur politique RSE, de manière volontariste ou pour répondre à des sollicitations des pouvoirs publics (clauses sociales dans les marchés ANRU, emplois d'avenir par exemple).

Ils ont une pratique ancienne de l'insertion par l'économique. Elle a été très orientée ces dernières années sur la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés dans le cadre des projets de rénovation urbaine. Pour autant, les actions se sont poursuivies sur les autres champs : partenariat avec les SIAE, mise à disposition de locaux d'activité, embauches en contrats aidés.

Afin de mieux appréhender la multiplicité d'initiatives des organismes Hlm, une enquête a été menée. Ce document en présente les résultats.

## MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été menée par le bureau d'étude Responsacte à partir d'un questionnaire adressé aux organismes Hlm gérant des logements locatifs, soit 531 organismes. Elle a été complétée par des entretiens auprès d'un panel de 17 organismes ayant une action significative en matière d'emploi et développement économique, de différentes tailles et zones géographiques.

L'enquête a interrogé les organismes sur 5 thématiques :

- › les clauses d'insertion dans les marchés,
- › les contrats aidés,
- › les liens avec les structures d'insertion par l'activité économique,
- › le soutien à la création d'activité,
- › les actions dans les quartiers prioritaires.

213 organismes Hlm ont répondu à l'enquête. ils représentent 40% des organismes Hlm et 55% des logements Hlm.

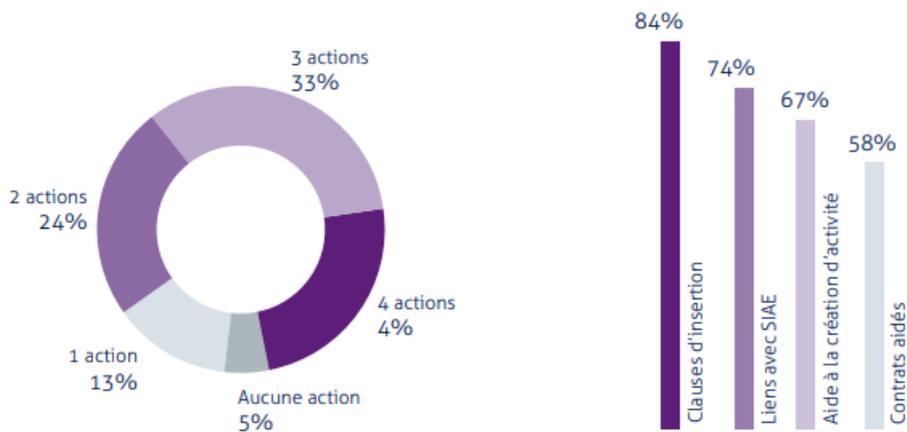
95%

des répondants mènent au moins un type d'action

## L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI : UN DOMAINE INVESTI PAR LES ORGANISMES HLM

L'enquête recense 4 types d'actions contribuant à l'insertion par l'économique et l'emploi : les clauses d'insertion dans les marchés, les embauches en contrats aidés, le partenariat avec les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), le soutien à la création d'activité.

95% des organismes répondants mènent au moins un type d'action. La plus mobilisée est l'application des clauses d'insertion dans les marchés, mais chaque modalité présente un taux élevé d'utilisation. 24% des organismes mènent les 4 types d'actions.



Les grands organismes sont sur représentés dans l'enquête : 25% des organismes Hlm gèrent plus de 10000 logements contre 35% dans l'enquête. Cependant, les organismes les plus petits sont également investis. Les entretiens qualitatifs montrent que chacun contribue à hauteur de ses moyens..

70%

des répondants  
considèrent que  
cette thématique  
est un enjeu  
d'avenir

## Les motivations des organismes

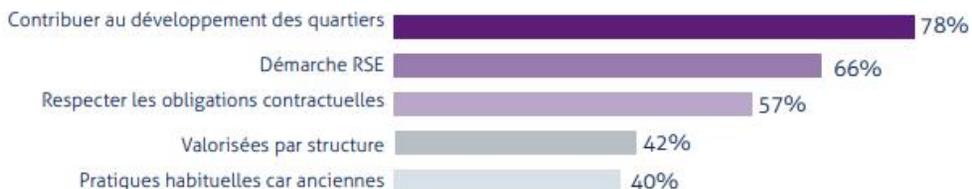
La motivation principale des organismes Hlm est de **contribuer au développement social des quartiers** (78% des réponses). L'insertion constitue un moyen pour les organismes Hlm d'engendrer des dynamiques positives dans les quartiers.

**Respecter ses obligations** reste une motivation importante pour plus de la moitié des organismes Hlm. Ceci s'explique en partie par l'obligation des clauses d'insertion dans les marchés de la rénovation urbaine.

66% des organismes Hlm inscrivent **l'insertion par l'économique** comme un élément de leur politique RSE.

Pour 40% des répondants, cette thématique est maintenant **une pratique ancienne et donc habituelle**. L'expérience acquise dans le domaine leur donne une maturité dans la gestion des champs d'action.

Enfin, pour 42% des organismes, l'insertion est un **axe de communication** qui place l'organisme sur des enjeux de société au-delà de son seul rôle de bailleur.



Les motivations des organismes sont diverses : l'insertion par l'emploi est au carrefour de multiples intérêts, sensibilités et enjeux.